

Systemes de soins de sante en Afrique sub-saharienne et sante mondiale

2010/2070(INI) - 30/08/2010

La commission du developpement a adopte un rapport d'initiative de Veronique De KEYSER (S&D, BE), sur les systemes de soins de sante en Afrique sub-saharienne et la sante mondiale.

Le rapport rappelle a la communaute internationale ses engagements en faveur des objectifs du Millenaire et a l'Union europeenne son engagement a ameliorer l'aide qu'elle apporte aux services de sante en Afrique subsaharienne. Les deputes considerent que la communaute internationale, y compris l'UE, doit soutenir les Etats dans la mise en oeuvre de leur politique nationale en matiere de sante, les prestations de soins de sante financees par les pouvoirs publics et accessibles a tous devant etre placees au coeur de ces mesures.

Soulignant que la sante n'est pas une marchandise, en Afrique comme ailleurs, les deputes s'inquietent d'une **forme croissante de marchandisation de la sante** et d'une medecine a deux vitesses dans des pays qui connaissent des difficultes politiques et des carences en termes de bonne gouvernance. Ils demandent des lors a la Commission d'appuyer le renforcement des systemes de sante nationaux, notamment grace a une methode plaçant **l'interet public au centre des preoccupations** et reconnaissant que le partenariat public-privé est important pour le secteur de la sante, y compris le **volet non lucratif**, selon des criteres d'efficacite et d'equite, si l'on veut obtenir des **resultats solides et durables**.

Dans cette optique, les deputes considerent que **les mutuelles de sante** sont les mieux a meme de creer une dynamique sociale s'appuyant sur des valeurs de solidarite et de permettre l'accès aux soins a tous. Ils demandent a l'Union europeenne de valoriser le potentiel que constituent les mutuelles de sante dans l'organisation de la demande de sante, et d'appuyer les nombreuses initiatives mutuellistes existantes dont l'objectif est de favoriser l'accès aux soins de sante.

La Commission et les institutions financieres internationales comme la BEI sont invites a appuyer le developpement de systemes mutuels d'assurance sociale et leur financement. Les Etats membres sont pour leur part appelles a fournir, en fonction de leurs divers domaines d'expertise, un plus grand soutien technique et financier aux gouvernements de pays en developpement, afin de mettre en place et d'etendre les systemes de protection sociale.

Le rapport appelle les Etats membres et les laboratoires europeens, conformement aux dispositions de l'accord sur les ADPICS, a negocier une **«approche par partenariat»** qui respecte la protection des brevets pour les marches developpes, et comporte des accords de licence volontaires, un soutien aux programmes de sante, un transfert de technologies et une augmentation des capacites de production locale, afin de **permettre une baisse des prix des medicaments** (prix echelonnés ou prix differentiels) pour les pays a faible revenu. Les deputes invitent l'UE a ne pas inclure dans les APE des dispositions relatives aux droits de propriete intellectuelle qui constituent des obstacles supplementaires a l'accès a des medicaments essentiels.

L'Union europeenne est invitee a soutenir activement le **developpement d'infrastructures** perennes de sante de base - hopitaux et dispensaires, pharmacies -, la formation de personnels de sante qualifies et l'accès aux medicaments.

Le rapport demande a la Commission :

- de continuer à mettre l'accent, dans ses programmes, sur des projets concrets visant les déterminants socio-économiques de la santé – eau potable, infrastructures routières, sécurité alimentaire, habitat et travail décents, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique;
- d'adopter une position ferme lors de la réunion du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui se tiendra à New York en octobre 2010 et de s'engager dans des projets concrets pour la période 2011-2013;
- d'assortir son aide aux fonds verticaux de recommandations en vue d'un effort « diagonal » de soutien aux soins de base dans les pays concernés ;
- d'appuyer l'établissement de cartes sanitaires dans les pays partenaires de l'Union européenne et à organiser - au besoin, à l'échelle régionale - avec les pays concernés l'adéquation des besoins et des moyens dans ce domaine ;
- d'inclure les actions menées dans le cadre de l'action humanitaire pour les soins de santé dans le renforcement du système de santé horizontal.

Le rapport invite tous les États membres et la Commission à **allouer au moins 20% de toutes les dépenses de développement à la santé et à l'éducation de base**, à augmenter leurs contributions au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que le financement qu'ils apportent à d'autres programmes visant à renforcer les systèmes de santé, et à agir en priorité en faveur de la santé maternelle et des efforts de lutte contre la mortalité infantile.